



FRANCE

« Arrêtons cette course pour savoir où sont les territoires les plus pauvres »

Le géographe Daniel Béhar répond aux thèses de Christophe Guilluy

ENTRETIEN

La question sociale des territoires a alimenté le débat depuis la sortie du livre *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires* (Flammarion, 192 p., 18 euros) du géographe Christophe Guilluy. Son propos sur cette France invisible, constituée par les campagnes et les zones périurbaines oubliées de la mondialisation, lieux d'ancrage des nouvelles classes populaires et du vote FN, a trouvé un écho inattendu tant auprès du public que des politiques.

L'Insee lui a répondu dans une étude sur les écarts de revenus entre territoires, publiée dans son *Portrait social*, assurant que le périurbain s'en sortait mieux que les banlieues populaires et certains centres-villes. Le géographe Daniel Béhar, professeur à Paris-Est-Créteil, revient sur la controverse et explique l'engouement pour les thèses de M. Guilluy.

On parle beaucoup du périurbain marginalisé par opposition aux métropoles au cœur de la mondialisation. C'est l'idée de M. Guilluy. Pourquoi la réfutez-vous ?

Cette représentation de la fracture oublie les mutations contemporaines. Il faut parler de fractures au pluriel, l'une entraînant l'autre. Les territoires sont désormais liés par des flux et mobilités de tous ordres, et plus seulement par ceux liés à la proximité géographique comme avant. La grande nouveauté, c'est que les liens peuvent être plus forts avec le lointain qu'avec la proximité. C'est le résultat du processus de métropolisa-

tion qui intègre les territoires par réseaux. On peut le constater dans l'urbain comme dans le rural.

Cela veut-il dire qu'on ne peut réaliser une géographie de la pauvreté ?

Arrêtons cette course pour savoir où sont les territoires les plus pauvres. A chaque fois que les travaux de l'Insee paraissent, le débat revient. Les décrochages sociaux peuvent se trouver aussi bien dans l'urbain que dans le périurbain ou le rural. Simplement, le critère de pauvreté monétaire ne rend pas compte de la diversité des situations de fragilité sociale. Au sein des métropoles, on peut observer de la pauvreté « héritée » – de l'histoire, de la crise industrielle par exemple – et de la pauvreté « importée », comme dans l'Hérault.

La notion de fracture séduit pourtant les politiques...

C'est une rhétorique très puissante, car elle permet un raisonnement binaire : ce qui va bien et ce qui va mal. Et quand on y ajoute le terme « territorial », l'urbain contre le rural, ça marche toujours. Mais je réfute cette référence à la géographie. L'inspirateur des politiques d'aménagement du territoire, [le géographe] Jean-François Gravier en avait fait le cœur de sa pensée avec Paris et le désert français. En 1995, Jacques Chirac a repris cette thématique.

Aujourd'hui, la même symbolique est invoquée avec le périurbain. La fracture est un terme qui fait peur : quand on affirme, comme le fait M. Guilluy, que 60 % de la population est concernée – le peuple aurait déserté les lieux de production de la richesse –, on

joue sur la culpabilité des élites. En même temps, cela rassure, parce que ce déterminisme territorial permet d'expliquer la sociologie électorale : la nouvelle fracture justifierait l'abstention et le vote FN.

Il est vrai qu'on a deux phénomènes extrêmement inquiétants, d'un côté la crise économique et sociale, de l'autre, la montée du vote FN. Or, dans les pays scandinaves ou la Suisse, on voit bien qu'il n'y a pas de rapport direct entre le repli nationaliste et la santé économique d'un pays.

Alors pourquoi cet engouement pour cette théorie de la grande fracture ?

Cela révèle une société qui est collectivement angoissée par les mutations rapides du monde. Avant on savait ce qu'étaient la ville et la campagne. Aujourd'hui, c'est moins binaire. Mais cela plaît aux politiques parce qu'on a un schéma explicatif simple. Du coup, ils pensent que, si on a compris la cause, on a la solution : la redistribution massive en faveur des territoires décrochés.

Tout bouge mais en fait rien ne bouge : nos catégories de pensée restent pertinentes – la ville, la campagne et le périurbain en grille de lecture. Donc on peut continuer les politiques publiques comme avant. Mais cette prophétie auto-réalisatrice est dangereuse car, plus la représentation d'une France périphérique reléguée se développe, plus le sentiment de cette relégation va être fort. On n'arrive pas à poser les termes d'un débat public à propos de la question territoriale contemporaine. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA ZAPPI